



TÜRK HUKUKÇU KADINLAR DERNEĞİ

ASSOCIATION TURQUE DES FEMMES DES CARRIÈRES JURIDIQUES

L'Association Turque des Femmes des Carrières Juridiques

Le rôle des Femmes pendant les périodes de Crise Economique:

La fortification des femmes en Turquie au sein des mécanismes d'emploi et de Prise de Décision et leur contribution aux procédés de Solution à la Crise

Le rôle des Femmes pendant les périodes de Crise Economique:

La fortification des femmes en Turquie au sein des mécanismes d'emploi et de Prise de Décision et leur contribution aux procédés de Solution à la Crise

La vie économique, les crises et les rôles assumés par les femmes durant cette vie forment un ensemble inséparable. Les femmes sont fortes économiquement dans les périodes où l'économie va bien. Cependant, pendant les phases de crise, ce sont les femmes qui en sont affectées le plus. La participation des femmes à l'emploi pendant les périodes de crise économique et leur fortification au sein des mécanismes de prise de décision peut assurer une importante possibilité pour trouver des solutions.

Dans toutes les communautés, les femmes restent derrière les hommes et subissent socialement l'inégalité de sexe et la discrimination. Dans cette étude, on a évalué primordialement les effets des crises économiques sur les femmes ainsi que les effets des crises économiques sur les femmes occupant une place dans la vie de travail, on a essayé d'exposer les rôles probables des femmes qui travaillent pour trouver des solutions à la économiques et dernièrement on a reporté brièvement les procédés de prise de place des femmes dans les mécanismes de décision et les possibilités d'effectuer ces procédés.

1. Les effets de l'Economie et des Crises Economiques sur les Femmes

L'insuffisance de la restructuration économique et les crises économiques vécues dans le procédé exercent une grande influence sur la vie commune et sociale; et l'urbanisation précipitée et les immigrations occurrant à cet effet, le chômage croissant, le déficit général de salaire, l'insuffisance de du revenus, le la *propension à consommer* encouragé par les moyens de communication, l'effet de la population limitée couverte par les assurances sociales et les dynamiques similaires ont causé la réalisation des baisses importantes dans la possibilité, la force et le revenu dans le domaine de la satisfaction des demandes/attentes et la solution des problèmes de la famille, ayant la fonction de mécanisme d'une sécurité sociale et de support/défense et aussi considérée comme la base de la société. Le rétrécissement applications dans le domaine de l'assistance sociale et les services, , la privatisation particulièrement affecte les familles ayant surtout un revenu bas, ayant des séparations des handicapés/les vieux/les pauvres/les invalides, familiales, dont la population dépend du nombre de ménages sous la forme de plus ou moins de la population active qui travaille dans un groupe de composition dans lesquelles les familles qui se trouvent dans le groupe de une risque. Finalement, les femmes seront les victimes, les plus touchées.

Les crises économiques laissent une grande nombre des femmes sans travail et les femmes sont affectées plus négativement par rapport aux hommes dans le domaine de l'emploi. Dans le rapport rédigé par l'Organisation de Femme des NU de l'Organisation de Travail International, entre les années 2002-2007, le taux de chômage des femmes dans le monde entier est 5,8 et des hommes 5,3. Dans le rapport où on explique que la crise économique à la suite de l'année 2007, la différence a été augmentée de 0,5 à 0,7, que la crise a éliminée 13 millions d'emplois réalisés par les femmes.

Dans le rapport où l'on démontre que 29 millions de possibilités d'emplois réalisées par les femmes et les hommes dans le monde à partir de la crise économique de 2009, on exprime qu'en l'année 2013, 2,5 millions de possibilités de travail seront aussi perdues. Le rapport démontre aussi qu'il existe une possibilité de travail des femmes dans le domain de l'industrie dans les pays développés est descendue à moitié et que le 85% des femmes qui sont

intéressées au domaine industriel sont orientées aux domaines d'éducation et de la santé. Il apparaît aussi que dans les pays développés, les femmes sont restées sans travail spécialement dans le secteur de commerce; et les hommes sont plus représentés dans les domaines de l'artisanat, la commerce, le secteur de la machine et l'administration quand les femmes sont représentés dans le domaine du secrétariat. Il se révèle dans le rapport que la moitié des femmes *employées* n'ont pas de garantie de salaire et que cette proportion est de 48% pour les hommes employés.

Ce sont les femmes qui sont les plus affectées en étant les plus pauvres et les plus opprimées de la société par les structures économiques post modernes et des crises économiques mondiales qui produisent des inégalités.. L'augmentation du chômage, la baisse des salaires, la restreinte des frais sociaux complique la vie de la plupart des femmes et les rend affligées. Ce sont les femmes en majorité qui sont affectées directement du chômage, de l'emploi sans sécurité et hors registration, des salaires qui diminuent, de la perte de la possibilité d'avoir des services d'éducation et de la santé, des décès de bébés, de la violence au sein de la famille et de la hausse des homicides de femme. Selon la recherche réalisée par la Banque Mondiale dans 59 pays lors de la période de la crise économique, il apparaît que la diminution de l'économie dans la proportion de 1%, fait augmenter de 7,4 sur mille le taux de décès de bébés féminins et de 1.5 sur mille le taux de décès de bébés masculins. La hausse dans la proportion de décès des bébés féminins pendant la période de la crise économique dépasse 5 fois de plus celle de la proportion de décès des bébés masculins.

Lors du chômage et la pauvreté augmentent pendant les périodes de la crise, il devient difficile pour les familles pauvres d'envoyer leurs enfants à l'école. Les familles désespérées retirent d'abord leurs filles de l'école ou bien ne peuvent pas les envoyer à l'école. Selon le rapport, le taux d'achèvement de l'école primaire par les filles pendant la période de la crise diminue de 29%. En dehors des difficultés économiques, le fait que les mamans sont obligées de travailler en plus avec des salaires plus bas fait terminer la vie scolaire des enfants desquels on attend le support dans les travaux de ménage. Et d'abord ce sont les filles que l'on retire de l'école pour s'occuper des travaux de ménage.

En périodes de crise, le nombre des filles mariées en âge d'enfant est en hausse. La famille pauvre qui veut alléger sa charge économique préfère marier ses filles alors qu'elles sont encore très jeunes. En Turquie 28% des femmes se marient avant 18 ans. Or, les lois n'autorisent pas le mariage des enfants de moins de 16 ans, même si sa famille y consent. En 2011, 20 mille familles ont saisi la justice pour pouvoir marier leur fille de moins de 16 ans. Il y a une corrélation entre les filles très jeunes mariées et la précarité de leur famille. Les filles voient également dans le mariage une opportunité d'échapper aux difficultés matérielles subies auprès de leur famille. Les jeunes filles sans éducation, mariées à un âge où elles ne peuvent pas se protéger sont plus exposées à des violences physique, sentimentale et sexuelle.

2. L'Accroissement de la Discrimination Sociale par les Crises Economiques

Le sexe social signifie les rôles et les responsabilités assumés socialement aux femmes et aux hommes de culture différente, dans les moments différents de l'histoire et de différente géographie. Le sexe social se définit brièvement comme les rôles, les responsabilités donnés à la femme et à l'homme socialement. En parallèle aux valeurs créés par les formations sociales et économiques dans le procédé, pendant que l'homme a été défini comme supérieur et estimé, la femme

a été associée avec les spécifications de secondaire et faible. Avec ses admissions transférées socialement en faisant apprendre de génération en génération, les rôles et les formes estimés par la société à la femme et à l'homme sont formés.

Le sexe social de l'individu dans la vie sociale et la structure économique est déterminé par plusieurs agents, et le sexe social affecte les individus dans chaque phase de leur vie même si en différentes manières. On peut rencontrer une discrimination à cause du sexe de l'individu dans l'usage des opportunités, dans la séparation des ressources et leur usage et dans l'accès aux services. Les femmes étant plus désavantageuses par rapport à l'homme et ayant un statut social plus bas sont affectées plus négativement des discriminations réalisées dans la vie économique. Même s'ils sont égaux numériquement, la représentation des deux sexes dans le domaine social se différencie, le sexe féminin se présente plus dans la vie privée comme le domicile, le sexe masculin s'exprime dans toute sorte de vie publique. Cette apparence existant dans la base des deux sexes dans toute sorte du domaine public de la vie de travail à la politique, de l'organisation non gouvernementale à l'éducation forme l'inégalité de sexe social.

Cette apparence existant dans la base des deux sexes dans toute sorte du domaine public de la vie de travail à la politique, de l'organisation organisation non gouvernementale à l'éducation forme l'inégalité de sexe social. La discrimination de sexe social apparaissant sur ce point se montre surtout dans les domaines comme travail et éducation. L'éducation restreinte des filles ou bien l'acceptation seule des garçons ou des filles à certaines écoles sont les exemples de cette discrimination.

L'inégalité de sexe social forme la vie des femmes et des hommes et en résultat cette variété porte un sens plus avancé que différence. En sorte que, se trouver dans la catégorie de femme au lieu d'être dans la catégorie d'hommes, justifie l'accès et l'obtention limités des femmes aux ressources. Cette inégalité se montre de façon la plus apparente dans la répartition du revenu et de la fortune. De nos jours, le 70% des pauvres dans le monde se forme par les femmes. Cette situation dénommée comme «la féminisation de la pauvreté», existe dans les pays riches et dans les pays pauvres, est un indicateur de l'inégalité des femmes dans la vie de travail et dans la maison.

3. Développement Economique, Les Crises et la Vie de Travail de la Femme

Les proportions de participation des femmes au marché du travail en Turquie est faible, ce qui montre une diminution selon les années. Malgré la structure égalitaire des lois, la non-formation des mécanismes nécessaires qui assure l'évolution qualitative de la femme et son entrée au marché de travail est l'une des raisons les plus importantes de cette diminution et l'emploi de la femme en Turquie continue à exister en Turquie comme l'un des domaines problématiques. Le taux de participation des femmes au marché du travail, était 34,1% en 1990, ce taux est devenu 26,9% en 2002, 25,4% en 2004 et 28,8% en 2011. Les femmes et les filles forment le groupe le plus affecté de la détérioration de la répartition de revenu dans chaque phase de leur vie. La diminution du revenu entraînant la diminution des standards vitales des femmes les forçant d'une part de travailler dans les travaux marginaux pour augmenter le revenu diminué, d'autre part a augmenté leur temps séparé à la production du ménage. Cette proportion a commencé à diminuer de nouveau est devenu 26,3% en l'année 2012.

L'inégalité basée au sexe social, continuant dans le marché du travail empêche la participation des femmes plus que les hommes. De nouveau, l'éducation étant un agent important augmente la participation des femmes et des hommes au

marché du travail, et il apparaît que l'effet de l'éducation dans l'offre de travail des femmes est plus que celle de l'effet de l'offre de travail des hommes.

Une des quatre femmes se trouve dans la vie de travail en Turquie participe au marché du travail, le 14% des femmes participant au marché du travail restent face à face du problème du chômage, de la division du travail basée au sexe social, la majorité des femmes travaillent sans l'assurance sociale et l'assurance de travail, subissent la discrimination, et des problèmes variés sont vécus dans chaque domaine de la vie de travail à cause d'être un ouvrier et aussi d'être une femme.

On remarque que le 10. Plan du Développement de Cinq Ans qui prendra effet dans le cadre du plan d'action accepté par la Grande Assemblée Nationale de la Turquie et qui sera préparé semble insuffisant en termes de l'autonomisation économique des femmes dans le domaine de l'emploi et des objectifs de participation de la main-d'œuvre pour l'entrepreneuriat féminin est faible et il manque des objectifs concrets. L'objectif de l'emploi de femme déterminé dans le Rapport de Développement de 2014-2018 l'objectif main d'œuvre de la femme est 31% et l'objectif de la participation de la femme au marché du travail est 34,9%. Cette proportion est de nos jours comme 26% et 29% dans le contexte de la participation des femmes à la main d'œuvre. L'augmentation de 5 points dans tous les deux domaines montrent que ce sont des objectifs basses pour les femmes Turques. La Turquie est l'une des fondateurs de l'économies de l'OECD, l'une des économies principales de G-8 et un acteur global dans le procédé de devenir membre de l'UE. Quand l'objectif propre des économies des pays développées sont entre 60 - 70 %, les objectifs de l'emploi de femme de l'année 2018 restent insuffisantes pour notre pays.

Le développement économique apporte le développement des ressources humaines dans le plus haut niveau ensemble avec le développement, l'agrandissement et l'équité de revenu et apporte aussi la conception d'égalité dans l'économie. Il ne sera pas possible d'atteindre les niveaux de développement désirés sans déterminer de plus grandes objectifs pour l'emploi de la femme et sans l'adoption du concept de l'égalité dans tous les procédés de la production. Il est possible d'augmenter ces objectifs et de les atteindre par des objectifs rationnelles, par la renforcement de l'éducation et de la liaison d'emploi, par l'application des mécanismes de conciliation de la vie de travail et de domicile par voie des lois déterminées et par la création des travaux en nombre et en qualité suffisants.

Pour pouvoir empêcher la discrimination du sexe social, il faut d'abord augmenter la force économique de la femme et pour cela il faudra que les femmes participent comme des individus libres et égaux à tous les procédés économiques. Il est très apparent que la fortification des femmes est possible en les fortifiant comme des individus libres pas seulement dans le contexte familial mais aussi d'assurer l'égalité de sexe et de considérer les femmes et les hommes comme des individus égaux.

L'une des raisons les plus importantes du taux bas de participation des femmes à au marché du travail est le chômage. Particulièrement, le taux du chômage de femmes est supérieur du taux du chômage moyen. Selon les chiffres officiels, le taux du chômage des hommes est 10,2% en 2011 dans les villes, ce taux a été 16% chez les femmes pour la même année.

Le problème du chômage et le problème d'emploi de la femme sont étroitement liées et nous rencontrons comme une obligation d'ajouter les politiques d'emploi de femme dans les politiques orientées à résoudre le problème du chômage.

4. Discrimination liée au sexe social et l'Emploi Non Enregistré

Pendant les périodes de la crise économique, le travail non enregistré a augmenté et la majorité des employées étaient les femmes.

Inégalité du sexe social, augmente l'emploi non protégé. La participation des femmes au marché du travail et leur emploi sont importants, mais les conditions de l'emploi sont aussi assez importantes. La conception de "l'emploi non protégé" signifie la section d'emploi travaillant sans les organisations du travail officiel comme ceux travaillant à leur propre compte ou les ouvriers familiaux sans salaire et n'ayant pas des mécanismes de dialogue social qui sont effectifs, obtenant un revenu insuffisant et qui sont exclus des droits principaux des employées..

5. L'Activation des processus de présence des femmes dans les mécanismes de la prise de la décision

La participation des femmes aux mécanismes de décision signifie en fait l'adoption par les femmes de leur identité sociale et politique. La participation des femmes aux mécanismes de décision et à la vie politique signifie leurs relations avec le système politique.

Ces relations peuvent apparaître en formes et dimensions variées par le suivi et prendre l'information des événements politiques, réaliser des actions politiques, voter, la candidature et prendre place dans les mécanismes de décision politique.

Les femmes mondiales ont vécu pendant des siècles sans se lier suffisamment aux systèmes politiques dans lesquels elles prenaient place et sans participer aux mécanismes décisifs à cause des empêchements venant de leur niveau d'éducation, de leur manière traditionnelle de vivre, de leurs jugements d'appréciation et des articles discriminatives des lois. L'accélération gagnée par l'orientation aux formes vitales contemporaines des formes vitales traditionnelles au vingtième siècle, et les dispositions concernant égalité dans les lois au sujet de vote- d'être élu, ont entraîné par la participation des femmes aux mécanismes décisifs et ont fait une modification de la participation politique des femmes. Malgré cela, la participation politique des femmes de nos jours n'a pas encore atteint une égalité avec le niveau des hommes. Particulièrement, dans les matières de profiter du droit de vote et de participer aux mécanismes décisifs politiques, illégalité entre les deux sexes continue de façon très apparente et les femmes restent derrière les hommes. La représentation insuffisante des femmes au sein des mécanismes décisifs politiques, ne laisse pas une possibilité de fonctionnement pour la démocratie et apporte le problème d'inégalité entre les deux sexes en matière de "la participation à l'administration".

La participation égale des femmes aux procédés de prendre une n'est pas qu'une exigence de justice et de démocratie, mais en même temps une nécessité pour améliorer le statut des femmes. Les objectifs de développement et de mise à niveau contemporaine ne pourront pas être atteints sans que les femmes participent activement à la direction à tous niveaux, et qu'une démarche égalitaire du sexe social à tous les niveaux des mécanismes de décision (gender mainstreaming).

Une autre conséquence négative de la sous-représentation des femmes dans les mécanismes de décision politiques s'affirme au niveau de leur statut. Les mécanismes de décision dont les femmes sont absentes ne sont souvent pas suffisamment sensibles aux problèmes des femmes; et par conséquent, des solutions susceptibles d'améliorer le statut des femmes ne se trouvent pas. C'est

pourquoi, notamment depuis 20 ans, des politiques de soutien sont mises en place dans les différents pays pour assurer la représentation des femmes dans la vie politique; des conventions internationales tentent d'intégrer aux dispositifs juridiques nationaux des notions telles que "égalité entre les sexes", "discrimination positive" et "mesures particulières".

Les lois turques ne comportent pas de dispositions susceptibles d'empêcher les femmes de prendre part à des mécanismes de décision et justifiant une discrimination sexiste au sujet des droits politiques.

La République Turque a accordé aux femmes, avant beaucoup de pays, le droit de vote et d'éligibilité aux élections régionales en 1930, et aux élections législatives en 1934. Or, on ne peut pas dire que les femmes qui ont obtenu ce droit d'une manière égale avec les hommes n'ont pas atteint dans la Turquie d'aujourd'hui un niveau de participation significatif aux mécanismes de décision.

Aux élections législatives du 22 juillet 2007, le nombre de députés femme au Parlement s'est élevé à 50, soit 9.1%. Lors des élections locales du 29 mars 2009, le taux de votation au niveau de la Turquie était de 80%, dans les 2946 municipalités dont 81 villes. Lors des élections locales auxquelles 19 partis politiques ont participé 44 femmes se sont portées candidates à la direction d'un Conseil Général du Département, 321 femmes au poste de maire de sous-préfectures et de communes. Lors de ces élections, dans l'ensemble de la Turquie, au total 2.948 maires ont été élus, seulement 27 femmes (0.9%). Seules deux de ces femmes sont devenues maires de département. Sur les 31.790 membres du Conseil Municipal il y a seulement 1.340 femmes (4.21%). Pour le nombre de membres de Conseil Général du Département, la situation ne semble pas différente. Sur un total de 3.379 membres de Conseil Général du Département, seules 110 (3.25%) sont femmes. On voit qu'en Turquie la représentation des femmes au sein des mécanismes de prise de décisions est insuffisante. En résumé, la représentation des femmes dépend des pays, mais reste généralement en dessous de celle des hommes.

Au début des mesures à être prises pour la représentation des femmes dans les mécanismes décisifs et pour le renforcement de leur participation de façon croissante, il faudra éduquer les individus et la société au sens de l'égalité des sexes différenciés en matière des droits féminins. Le besoin de la formation spéciale au sujet des droits féminins apparaît pour assurer d'une part par la formation et la compréhension des femmes, la réalisation de la formation, les formations de littéracie et celles relatives pour l'obtention d'une profession y étant incluses pour renforcer l'identité propre de la femme et son non éducation, et d'autre part la prise de connaissance de son identité politique différente avec son identité féminine dans les mécanismes décisifs.

Il existe des mesures juridiques nécessaires à être prises pour la participation surtout des femmes aux mécanismes décisifs au sein de (CEDAW) comme un contrat relatif à empêcher de toute sorte de discrimination concernant les droits de Femme des Nations Unies signé aussi par la Turquie. Lorsqu'on évalue la place et la location de CEDAW comme des documents nationaux et internationaux dans le procédé du droit Turc ensemble avec l'article 90 de la Constitution, il apparaît comme un des documents obligatoire à être conforme avec le mécanisme supérieur. Et particulièrement, lorsque nous évaluons CEDAW ensemble avec l'annexe du contrat discrétionnaire, il apparaît comme un acte international concernant les réclamations, le contrôle et l'analyse dudit contrat.

Les Etats parties, prennent toute sorte de mesure pour que les femmes représentent leur gouvernement au niveau international comme les hommes sans être soumises à toute sorte de discrimination et pour leur participation aux

travaux des organisations internationales. Il existe des régulations relatives au droit de travail. Lorsque nous demandons en général quelle sera la force de CEDAW en base nationale et quelle sera sa force d'application, si nous partons par la solution; nous voyons que les droits sont attestés en matière de solution, que les droits internationaux sont aussi alloués, et qu'il existe même une autorité de réclamation du pays pendant les violations des droits féminins.

Le droit individuel pour formuler des plaintes et réclamations a été établi de avec une réception individuelle, surtout facultative. Le Comité CEDAW a été rendu habilité à suivre la suite à donner à ces réclamations, à les mentionner dans les rapports régionaux et à évaluer l'évolution du pays au sujet des droits des femmes en corrélation avec ces plaintes et réclamations.

6. Solutions proposées pour promouvoir l'emploi des femmes en périodes de crises économiques:

Il faut d'abord lutter avec l'inégalité entre les sexes social et la discrimination pour pouvoir renforcer la participation des femmes aux mécanismes décisifs. Comme il existe les exemples à l'Occident; on peut fonder des offices du traitement de l'égalité. De nouveau comme une autre suggestion désirée, on peut fonder des offices du traitement d'égalité concernant l'égalité entre la femme et l'homme..En conclusion, il nécessite de travailler ensemble pour éduquer la société sur le problème de renforcer la participation des femmes aux mécanismes décisifs avec le principe ou les politiques de l'égalité entre les sexes différents.

Les obstacles mis en évidence à cause de la continuation de la rencontre de plusieurs obstacles par les femmes dans l'accès au marché du travail, négativement non seulement les femmes, mais aussi l'agrandissement et le développement économique des pays vis-a-vis de la division de sexe. En termes de politiques générales, six mesures politiques prévues pour diminuer l'emploi fragile des femmes, améliorer les mesures de protection sociale, augmenter leurs compétences et éducation sont énumérées ci-dessous :

1. Comme principe, il faut diminuer les travaux du ménage pour une meilleure infrastructure d'accès à d'électricité, l'eau, la santé, la mobilité et l'accès à l'éducation.
2. Diminuer la charge des services de soins, l'un de problèmes majeurs affectant la participation des femmes à la main-d'œuvre (soins dispensés aux enfants, personnes âgées, handicapées).
3. Equilibrer les travaux rémunérés et non rémunérés en liaison avec la discrimination sexiste, surtout augmenter les responsabilités de paternité.
- 4.. Examiner et encourager des pratiques fiscales et de transfert pour favoriser le sexe social, l'évolution des coûts et enjeux, et surtout les familles à double revenus.
5. Compenser les opportunités d'emplois non basés sur le sexe social. Cela doit être assuré à travers les congés payés et le droit de réintégration susceptible d'alléger l'impact négatif des obstacles de carrière.
6. Lutter contre les préjugés relatifs au sexe social et organiser des campagnes d'information de l'opinion publique pour une bonne application de la législation contre la discrimination.

CONCLUSION: Il existe une relation directe entre les crises économiques et la pauvreté de la femme qui travaille. Après la fixation de cette relation entre la force économique de la femme avec les crises économiques et sa pauvreté, il existe la nécessité d'assurer la participation des femmes à la vie de travail comme solution aux crises économiques et augmenter les taux de participation à la main-d'œuvre. À cet effet, des politiques économiques se mettent progressivement en place pour renforcer le développement économique et permettre à un nombre plus grand de femmes de participer à la main-d'œuvre.

Bien qu'il existe des réformes réglementaires réalisées par l'Union dans le domaine de l'égalité entre la femme et l'homme, des problèmes de déploiement subsistent encore. Même dans l'Union Européenne qui regroupe les pays les plus développés, dans la vie sociale, les taux d'emploi des femmes sont inférieurs à ceux des hommes. D'autre part, entre la Turquie et l'UE il existe une inégalité de traitement femme et homme. Les exemples majeurs de cette inégalité de traitement femme-homme entre la Turquie et l'UE sont surtout rencontrés dans les domaines de l'éducation et de l'emploi. Comme on précise dans les Rapports d'Avancement des Négociations entre l'Union Européenne et la Turquie, le niveau d'éducation et d'emploi des femmes en Turquie continuent de rester en dessous des pays de l'Union Européenne.

L'infériorité de l'emploi féminin et leur conditions de travail défavorables constituent l'un des obstacles les plus importants devant le développement économique de la Turquie arrivent aussi en tête des problèmes sociaux. Soutenir l'intégration des femmes à la vie du travail et généraliser, développer, déployer et réglementer les politiques favorisant l'égalité des sexes, tout cela dépend de la mise en œuvre des politiques susceptibles de mettre fin aux pratiques engendrant une discrimination liée au sexe social.

Pendant les périodes de développement économique et de crise économique, il est essentiel comme mesure d'augmenter la participation des femmes à la vie de travail et activer leur participation aux mécanismes décisifs. Même si l'on observe qu'on a assez avancé au sein des réglementations juridiques dans notre pays au sujet de l'équité femme homme et la participation des femmes aux mécanismes décisifs, et qu'on essaie de se conformer à l'Union Européenne, la situation dans l'application est insuffisante pour éliminer la discrimination existant entre les sexes. Bien que la Turquie a pu harmoniser sa régulation à celle de l'UE dans le domaine de l'égalité femmes - hommes les problèmes subsistent dans la pratique, notamment au niveau de l'éducation, pour sensibiliser le public au sujet de l'emploi des femmes et de la suppression de la discrimination liée au sexe social. Comprendre que les réglementations prenant en main tout seul la vie de travail ou bien les réglementations concernant le domaine public avec une définition plus élargie, n'arrivent pas à assurer une égalité dans les résultats, pour assurer cela la nécessité des politiques pouvant supprimer la structuration sexuelle dans la division de travail social et qui harmoniseront la vie familiale, le domaine privé, la vie de travail et le domaine public de la femme a apparue. Il ne sera possible d'assurer l'égalité pour les femmes à la fois dans la vie du travail et dans le domaine social et de supprimer la discrimination existante par ces politiques de déploiement.

Essayer combattre la discrimination existante dans tous les domaines de la vie sans faire une séparation entre celle qui est publique et privée et essayer d'empêcher la discrimination sexuelle sociale assurera d'une part l'augmentation de l'emploi féminin et apportera une solution aux crises économiques et d'autre part on assurera le renforcement de la participation des femmes au sein des mécanismes de prise de décisions via les mesures et politiques à mettre en place. L'application qui seront prises.

En conclusion; Les femmes qui représentent la moitié de la population mondiale ont un impact direct sur le développement économique. Dans la proportion de la participation des femmes à l'emploi complet le développement économique ralentit les femmes se retirent de la vie du travail..

En périodes de crise, les relations économiques et industrielles ralentissent, les femmes et les hommes sont exposés au chômage, mais ce sont les femmes qui sont le plus affectées de la crise économique, qui s'appauvrissent et subissent le chômage. En périodes de crise, les femmes doivent davantage participer à la vie sociale pour ainsi contribuer à l'économie et porter les droits des femmes, en se renforçant sur le plan économique.

La femme renforcées économiquement, peut de plus en plus participer en aux mécanismes de prise de décisions, et à la vie de travail en revendiquant leur identité de sexe sociale et ainsi peut contribuer à la solution des crises économiques. Mais pour que cela se réalise, il faut donner de l'importance à l'éducation des femmes et de déployer des efforts en ce sens.